

*Article 31 du Règlement*

D'après des représentants du ministère en tout cas, aucune date d'échéance n'aurait été fixée pour communiquer cette décision. Mes collègues du caucus néo-démocrate qui représentent le Nord prient instamment le ministre de rendre sans plus tarder une décision juste et positive en ce qui a trait à l'indemnisation fiscale des habitants du Nord.

\* \* \*

[Français]

**LES BUREAUX DE POSTE RURAUX**

**M. Guy H. Arseneault (Restigouche—Chaleur):** Monsieur le Président, la fermeture des bureaux de poste ruraux par le gouvernement conservateur, sous prétexte de réduire son déficit budgétaire, nuira sérieusement aux communautés rurales partout à travers le Canada. Ces bureaux de poste offrent des services fiables, procurent de précieuses opportunités d'emploi, et constituent souvent la seule présence fédérale au sein des petites communautés.

La semaine dernière, dans un rapport de comité concernant la livraison du courrier, le gouvernement proposait de fermer ou de privatiser tous les bureaux de poste ruraux au Canada.

[Traduction]

Cette mesure peu judicieuse risque d'entraîner la mise à pied de 10 000 personnes, des femmes dans 80 p. 100 des cas. Jamais un nombre aussi élevé de femmes n'auront été licenciées à la fois au Canada.

Le Parti libéral croit fermement que la poste constitue un service public essentiel qui doit être fourni aussi bien à ceux qui vivent en milieu rural qu'à ceux qui vivent en milieu urbain. Nous croyons également qu'il est dans l'intérêt du public de faire en sorte que la qualité des services ait préséance sur toute stratégie gouvernementale visant à réduire le déficit.

Le gouvernement fédéral doit revenir sur sa décision de privatiser et de fermer les bureaux de poste ruraux pour éviter que ne soit rompu ce lien important qui existe entre le gouvernement et les communautés rurales.

\* \* \*

[Français]

**LES PROPOS TENUS À HALIFAX PAR LE DÉPUTÉ DE YORK-SUD—WESTON**

**M. Guy Saint-Julien (Abitibi):** Monsieur le Président, plusieurs de mes commettants, Abitibiennes et Abiti-

biens, m'ont demandé d'intervenir en cette Chambre au sujet des propos tenus à Halifax dernièrement par le député libéral de York-Sud—Weston.

En mai 1980, il y a eu un référendum au Québec, et aujourd'hui nous savons tous que parmi nous, Québécois, des députés fédéraux ont voté pour le non et d'autres pour le oui.

**Une voix:** C'est vrai.

**M. Saint-Julien:** C'est aussi le cas au gouvernement libéral du Québec, où l'on retrouve des députés et ministres ayant voté pour le oui, et d'autres pour le non.

**Une voix:** C'est exact.

**M. Saint-Julien:** À l'instar du député libéral, de Toronto, j'aimerais me référer au dictionnaire, le *Petit Robert*, dans lequel 27 mots séparent «dépraver» et «député», et dire à ce dernier qu'il déprave l'institution de l'Assemblée nationale du Québec ainsi que le Parlement canadien.

\* \* \*

[Traduction]

**L'ACCORD DU LAC MEECH**

**M. Walter Van De Walle (St-Albert):** Monsieur le Président, je suis fier d'être canadien et je tiens à réitérer ici cet après-midi mon appui à l'Accord constitutionnel du lac Meech.

Il y a trois ans, les premiers ministres fédéral et provinciaux ont signé cet accord dans l'intérêt du Canada.

Le premier ministre albertain de l'époque, l'honorable Don Getty, a fait preuve d'autorité et de diplomatie en collaborant à la rédaction de l'accord dont il est un franc partisan.

Les Albertains, et notamment les électeurs de St-Albert, veulent un Canada uni et stable qui soit un gage de croissance économique, de création d'emplois et de prospérité pour les Canadiens.

Les Albertains ont foi dans le Canada—dans un Canada uni. Le Canada possède des richesses incroyables, dont la plus grande est sa population—talentueuse, compétente et industrieuse.

Canadiens, oublions ce qui nous oppose pour mettre en valeur ce qui nous unit! Passons de la confrontation à la considération, à la tolérance et à la compréhension!

Les recommandations du comité du lac Meech seront cruciales pour l'avenir de notre pays. Ensemble, les Canadiens vont trouver une solution. La solution réside dans un Canada uni.